

Le Pacte historique de Colombie rejette la répression des manifestations



Bogota, 13 mai (RHC) Le Pacte historique de Colombie, alliance de partis progressistes, a rejeté la répression des manifestations antigouvernementales par les forces de l'ordre et le personnel en civil.

Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, cette force politique a exigé que le gouvernement du président Ivan Duque arrête les attaques contre les manifestations et respecte les droits humains des manifestants.

Dans le cas des civils armés qui tirent et intimident les manifestants, ils ont demandé l'intervention du parquet et de la police pour mettre fin à cette forme de violence, en particulier contre la Minga indigène, c'est-à-dire contre la protestation des peuples autochtones.

Ils ont condamné les tentatives de stigmatiser et de criminaliser la mobilisation sociale et ils ont demandé au gouvernement d'exercer la censure sur les fausses informations qui rendent les manifestants responsables, par exemple, de la pénurie de nourriture et d'oxygène dans certaines localités.

Le Pacte historique s'est prononcé en faveur de la création de couloirs humanitaires garantissant l'approvisionnement en produits essentiels et les soins d'urgence. À cet égard, il a exhorté les forces de

l'ordre à respecter les défenseurs des droits de l'homme et les membres des missions médicales.

Un autre point du communiqué est le rejet de la possibilité que soit décrété l'état de commotion intérieure pour, ont-ils ajouté, «préserver un minimum de démocratie dans notre pays'.

Par ailleurs, ils ont souligné l'importance de la grève nationale convoquée par les organisations syndicales, étudiantes et par 'peuples indigènes, qui 'a grandi dans la conscience et la confiance de son propre pouvoir et volonté de changement'.

En conséquence, le Pacte historique exhorte les autorités à écouter les revendications et les propositions des manifestants 'pour sortir de la grave crise sociale, économique, sanitaire et environnementale qui frappe la Colombie'.

Le communiqué se termine par la confirmation de l'exigence du rejet de la réforme de la santé, le consensus pour établir un nouveau revenu de base, la création de nouveaux emplois, la gratuité de l'enseignement par ce qu'on appelle l'inscription zéor, et l'aide de l'État aux groupes vulnérables touchés par la pandémie de Covid-19.

Le Pacte historique comprend, entre autres, les partis Colombie Humaine, le Pole Démocratique, le Parti Communiste de Colombie, l'Union Patriotique et le Mouvement Alternative Indigène et Social.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/257143-le-pacte-historique-de-colombie-rejette-la-repression-des-manifestations>



Radio Habana Cuba